



CHAPITRE 142

LOI CONCERNANT LE CONSEIL DES ARTS ET MANUFACTURES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. du conseil des arts et manufactures.*

2. Le secrétaire de la province, ci-après désigné sous le nom de "ministre", est chargé de l'exécution de la présente loi. Exécution de la loi. Arr. No. 138 du 24 fév. 1909.

SECTION I

DE LA COMPOSITION DU CONSEIL

3. Le conseil est composé de dix-sept membres nom- Composition du conseil. més par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le ministre des travaux publics et du travail, le secrétaire de la province et le surintendant de l'instruction publique sont d'office membres de ce conseil. Membres d'office. S. R. (1909), 2468.

4. Les membres du conseil occupent leur charge Durée de la charge des membres. durant bon plaisir, et sont assujettis, dans l'accomplissement de leurs devoirs, aux ordres et aux instructions du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 2469.

5. Le conseil forme une corporation légale sous le nom de "conseil des arts et manufactures", avec pouvoir de posséder des immeubles au montant de quarante mille dollars, outre ceux dont le conseil fait lui-même usage. Nom corporatif et pouvoirs. S. R. (1909), 2470.

6. Les seuls officiers du conseil sont un président, un vice-président et un secrétaire. Officiers. S. R. (1909), 2471.

7. Le président, le vice-président et le secrétaire sont élus à chaque assemblée annuelle à la majorité des voix. Élection des officiers.

Président temporaire. En l'absence du président et du vice-président, le conseil peut nommer un président temporaire. S. R. (1909), 2472.

Services des membres. 8. Les services des membres du conseil sont gratuits; ils n'ont droit à aucune autre indemnité que les frais occasionnés par leur présence aux assemblées régulières ou spéciales du conseil. S. R. (1909), 2473.

SECTION II

DES SÉANCES DU CONSEIL ET DES POUVOIRS DES OFFICIERS

Quorum. 9. Sept membres du conseil, à toute assemblée régulière ou spéciale, forment un quorum pour l'expédition des affaires. S. R. (1909), 2474.

Vote du président. 10. Le président ni son remplaçant au fauteuil, pendant une assemblée du conseil, n'ont droit de voter que lorsque les voix sont également partagées. S. R. (1909), 2475.

Devoirs du secrétaire. 11. Il est du devoir du secrétaire:
 1° De dresser des procès-verbaux de chacune des délibérations du conseil et de les entrer, à la suite les uns des autres, par ordre de date, dans un registre tenu à cette fin;
 2° De tenir les comptes du conseil;
 3° De faire la correspondance sous la direction du président et d'en tenir registre. S. R. (1909), 2476.

Paiement des dépenses du conseil. 12. Les dépenses contingentes du conseil et celles occasionnées par ses assemblées doivent être payées, sur l'ordre du ministre, à même les fonds placés au crédit du conseil. S. R. (1909), 2477.

Règlements concernant les assemblées. 13. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le conseil doit adopter des règlements pour fixer l'époque de ses assemblées régulières et établir le mode de procéder. S. R. (1909), 2478.

Convocation des assemblées spéciales. 14. Le président ou le ministre peut convoquer des assemblées spéciales du conseil, lorsqu'il le juge opportun ou lorsqu'il en est requis par trois membres.

Avis aux membres. Les membres du conseil doivent être notifiés par lettre transmise à cette fin à chacun d'eux, au moins cinq jours d'avance. S. R. (1909), 2479.

Vacances. 15. Dans le cas où il advient une vacance dans quelque-une des charges ci-dessus mentionnées, dans le

cours de l'année, par décès ou démission, cette vacance peut être remplie par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 2480.

SECTION III

DES POUVOIRS ET DES DEVOIRS DU CONSEIL

16. Il est du devoir du conseil:

1° De prendre des mesures, avec l'approbation du ministre, pour faire des collections et pour établir à Montréal et ailleurs, dans le but de pourvoir à l'enseignement des artisans et manufacturiers, des musées de minéralogie et autres substances et compositions chimiques propres à servir aux arts mécaniques et aux manufactures, avec des cabinets convenablement pourvus de modèles d'œuvres d'art, d'instruments, de mécanismes et de machines de toutes sortes (moins toutefois celles destinées à faciliter les travaux agricoles), ainsi que des bibliothèques gratuites contenant des livres de consultation, des plans et des dessins propres à répandre des connaissances utiles sur les arts mécaniques et les manufactures;

Devoirs du conseil:

Établissement de musées, de bibliothèques, etc.;

2° De prendre les moyens de se procurer, des pays étrangers, de nouveaux instruments et machines perfectionnés (n'étant point des instruments d'agriculture ou des machines destinées à faciliter les travaux agricoles) et de constater la qualité, la valeur et l'utilité de ces instruments et machines;

Importation de nouveaux instruments, etc.;

3° De coopérer, avec le conseil d'agriculture, aux expositions provinciales. Les officiers du conseil des arts et manufactures, ou les autres membres nommés à cette fin par le conseil, ont le contrôle et la responsabilité de la partie manufacturière et des arts mécaniques de ces expositions;

Coopération aux expositions;

4° D'adopter, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et conjointement avec les autorités fédérales, les mesures propres à représenter dignement les arts et les manufactures de cette province à toute exposition étrangère ou à toute exposition générale de la Puissance du Canada;

Représentation de la province dans les expositions étrangères;

5° De faire des règlements pour établir et faire suivre, dans les écoles tenues sous le contrôle des commissaires et syndics d'écoles, un système d'enseignement de dessin dans toutes ses branches, et ce, conformément à la Loi de l'instruction publique (chap. 133);

Règlements pour l'enseignement du dessin.

6° D'employer, en général, les moyens en son pouvoir pour accélérer le progrès des arts mécaniques et des manufactures en cette province. S. R. (1909), 2481.

Encouragement des arts, etc.

Écoles de
dessin.

17. Le conseil peut, avec le consentement et l'approbation du ministre, établir, attendant à ses musées, cabinets ou bibliothèques, des écoles de dessin qui doivent être pourvues d'appareils aussi complets que ses fonds le permettent, eu égard aux autres fins pour lesquelles il est créé. S. R. (1909), 2482.

Collèges pour
les artisans.

18. Le conseil peut aussi fonder des écoles ou collèges pour les artisans, et employer des personnes compétentes pour faire des cours sur des sujets relatifs aux arts, aux sciences mécaniques et aux manufactures. S. R. (1909), 2483.

Registres à
tenir et rap-
ports à faire.

19. Le conseil doit tenir des registres de ses actes et délibérations, et publier, de temps en temps, de la manière et en la forme propres à leur assurer la plus grande circulation dans les instituts d'artisans et chez les artisans, ouvriers et manufacturiers généralement, des rapports, essais, conférences et autres compositions littéraires, offrant tous les renseignements utiles que le conseil juge à propos de publier. S. R. (1909), 2484.

Règlements
relatifs à l'ad-
ministration.

20. Le conseil a le pouvoir de faire et d'établir les règlements non contraires à la présente loi ni aux lois de cette province, qu'il juge nécessaires pour l'emploi et la gestion de ses deniers, propriétés et affaires, et l'accomplissement des devoirs et des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi, de les abroger ou modifier à sa discrétion et d'en substituer d'autres à leur place. S. R. (1909), 2485.

Transmission
des procès-
verbaux et des
règlements au
ministre, etc.

21. Des copies des procédures du conseil et des règlements qu'il passe sont transmises, immédiatement après leur adoption, au ministre ainsi qu'au surintendant de l'instruction publique. S. R. (1909), 2486.

Approbation
des règle-
ments, etc.

22. Les règlements passés par le conseil et les résolutions ou mesures qu'il adopte, doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil avant d'être mis à exécution. S. R. (1909), 2487.

Absence pro-
longée d'un
membre du
conseil.

23. Un membre du conseil qui n'a pas assisté aux séances depuis une année entière, cessera d'être membre du conseil et devra être remplacé, à moins qu'il n'ait donné au ministre des raisons satisfaisantes de son absence. S. R. (1909), 2488.
